

Accord du 19 juin 2025

relatif aux actions de formation réalisées hors temps de travail
dans le cadre du plan de développement des compétences

NOR : ASET2550685M

IDCC : 2205

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CSN ;

SNN ;

UNNE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

CFTC CSFV ;

SNCTN CFE-CGC ;

FGCEN FO ;

FNSECP CGT,

d'autre part,

Préambule

L'article 29.1.1 de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, dans sa version issue de l'avenant n° 51 du 13 juillet 2023, relatif au plan de développement des compétences prévoit, en application de l'article L. 6321-6 du code du travail, lorsque l'organisation de l'office l'exige, la possibilité pour le salarié de suivre des actions de formation qui se déroulent en tout ou partie hors temps de travail.

Conformément aux dispositions conventionnelles, les partenaires sociaux souhaitent rappeler ici que ces actions de formation hors temps de travail sont limitées soit à 80 heures par an et par salarié, soit à 5 % du forfait pour les salariés dont la durée du travail est fixée par une convention de forfait en heures ou en jours sur l'année.

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) a confié la mission à la commission nationale paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle (CNPE-FP) d'établir une liste des actions de formation pouvant se dérouler hors temps de travail qui répondrait aux critères définis par l'avenant n° 51 précité.

Cette dernière, après avoir saisi l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications (OPMQ) d'une étude intitulée « Plan de développement des compétences – formations hors temps de travail » a déterminé 8 catégories de formation répondant aux critères de l'article 29.1.1 de la convention collective dans sa rédaction issue de l'avenant n° 51 et les a transmises à la CPPNI.

Toujours soucieux d'offrir de nombreuses possibilités de formation aux salariés de la branche, les partenaires sociaux affirment une nouvelle fois leur engagement en faveur de la formation professionnelle. Cet accord établit la liste des actions de formation qui peuvent se dérouler en tout ou partie hors du temps de travail et les conditions y afférentes.

Les partenaires sociaux sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er} | Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est celui défini par l'article 1^{er} de la convention collective nationale du notariat.

Article 2 | Objet

L'objet du présent accord est de fixer la liste des formations qui relèvent du plan de développement des compétences et qui peuvent être réalisées en dehors du temps de travail dans les conditions prévues à l'article 29.1.1 de la convention collective nationale du notariat.

Article 3 | Liste des actions de formation qui peuvent se dérouler en tout ou partie hors du temps de travail

Les actions de formation qui peuvent se dérouler en tout ou partie hors temps de travail sont les suivantes :

- les formations diplômantes et certifiantes ;
- les formations cœur de métier ;
- les formations en management ;
- les formations en langues ;
- les formations en compétences transversales ;
- les formations en sécurité ;
- les formations en développement personnel ;
- les formations en communication.

Article 4 | Compensation des heures de formation réalisées hors temps de travail

Au titre des heures de formation réalisées hors temps de travail, le salarié peut :

- soit bénéficier d'une allocation qui ne peut être inférieure à 50 % de sa rémunération nette ;
- soit, avec accord de l'employeur, récupérer la totalité de ce temps de formation sur le temps de travail.

Article 5 | Prise en charge des frais annexes

La participation à une formation inscrite au plan de développement des compétences ne peut entraîner aucun frais à la charge du salarié, qu'elle s'effectue sur le temps de travail ou en dehors du temps de travail.

Pendant les heures de formation hors temps de travail, la prise en charge par l'OPCO EP, dans les conditions applicables, des frais de garde d'enfant ou de personne à charge constitue une priorité de financement.

Article 6 | Accord du salarié

L'accord du salarié pour effectuer une formation hors temps de travail doit être formalisé par un écrit qui peut être dénoncé par ce dernier dans un délai de 8 jours à compter de sa conclusion.

Article 7 | Dispositions de suivi

La liste de ces actions de formation, prévues à l'article 3 du présent accord peut être amenée à évoluer à tout moment par un avenant au présent accord.

Article 8 | Durée de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Article 9 | Date d'entrée en vigueur

Il entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2025.

Article 10 | Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les partenaires sociaux ont considéré que cet accord n'avait pas à comporter de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés de la branche, dans la mesure où ce sujet nécessite d'être traité de manière uniforme au sein du notariat, quelle que soit la taille des entreprises. Ce choix se justifie d'autant plus que la branche du notariat est composée très majoritairement d'entreprises de moins de cinquante salariés.

Article 11 | Révision et dénonciation

L'accord pourra être révisé dans les conditions prévues par les articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail en respectant un délai de préavis de 3 mois.

Article 12 | Publicité, dépôt et extension de l'accord

L'accord sera rendu public et versé dans une base de données nationale, en application des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du code du travail.

Il sera déposé conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail et sera porté à la connaissance des employeurs et des salariés par sa mise en ligne sur le portail REAL, intranet de la profession, chaque employeur conservant la preuve de sa diffusion à tous les membres du personnel, par tout moyen.

Il pourra être soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 19 juin 2025.

(Suivent les signatures.)